



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
Hauts-de-France, après examen au cas par cas,  
sur la modification du plan local d'urbanisme  
de la commune de Loison-sous-Lens (62)**

n°GARANCE 2021-5626

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 7 septembre 2021, en présence de Christophe Bacholle, Patricia Corrèze-Lénée, Philippe Ducrocq, Hélène Foucher et Pierre Noualhaguet ;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée complet le 19 juillet 2021, par la commune de Loison-sous-Lens relative à la modification du plan local d'urbanisme (62) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 26 juillet 2021 ;

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Loison-sous-Lens porte sur :

- la modification du principe d'aménagement au sein de l'orientation d'aménagement et de programmation rue Jean Jaurès, afin d'autoriser l'accès de la rue Jean Jaurès sur la zone d'activités des Oiseaux ;

- le reclassement d'une partie de la zone UD, zone urbaine qui couvre les espaces à vocation spécifique d'équipements et de services publics, en zone UA, zone urbaine qui couvre les tissus urbanisés du centre-ville et de la Cité du 8, sur une surface de 1852 m<sup>2</sup>, entre la rue Salvator Allende et la rue des Jonquilles pour permettre l'extension de l'entreprise Hauts-de-France Couverture ;

- des modifications apportées au règlement écrit ;

- la modification du principe d'aménagement au sein de l'orientation d'aménagement et de programmation centre-ville, afin de permettre un double-sens de circulation au niveau de l'accès au Sud du site ;

Considérant que le secteur en zone UD à reclasser en zone UA s'inscrit dans le périmètre d'un site figurant dans la base de données sur les sites et sols pollués (BASOL SSP00037001) ;

Considérant que le futur porteur de projet aura la responsabilité de réaliser une étude des sols avant tout travaux, afin d'évaluer l'éventuelle pollution due à l'ancienne activité et, le cas échéant, de mettre en oeuvre les mesures nécessaires par rapport à l'usage prévu l'usage prévu ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En application, des dispositions du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme présentée par la commune de Loison-sous-Lens, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

#### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

#### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 7 septembre 2021

Pour la Mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France  
Sa présidente,



Patricia Corrèze-Lénée

### **Voies et délais de recours**

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale  
DREAL Hauts-de-France  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX

Une décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.